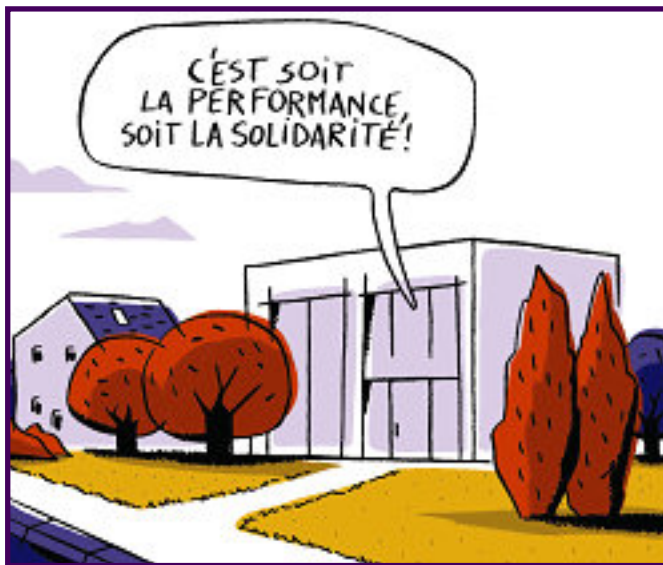


Humaniser l'économie



© Illustrations: Clod

Accompagner la création d'entreprises sociales et renforcer la démarche d'économie solidaire en milieu rural. Tel est l'objectif de Récoltes, un projet conduit dans le cadre du programme européen Equal.

Droits de croissance, flexibilité du marché, création de richesses, marché mondial, rémunération du capital et dividendes, déréglementation financière... Le langage économique abondamment véhiculé par les médias nous éloigne d'une réalité quotidienne et creuse un fossé entre les citoyens et un univers de plus en plus lointain et opaque de financiers et d'investisseurs. Au point que développement économique et stratégie de performance sembleraient aujourd'hui avoir pour corollaire individualisation, précarisation de l'emploi et exclusion. Économie et social, activités productives et bénéfice pour la collectivité, esprit d'entreprise et solidarité, performance et innovation sociale sont-ils pour autant inconciliables ?

Capitaliser échanges et expériences

Ce n'est pas l'opinion des participants au séminaire transnational organisé fin septembre à Cluny, dans les locaux de l'École nationale supérieure d'arts et

métiers, par la MSA de Saône-et-Loire sur le thème de l'« entreprise sociale ». Une rencontre qui conclut deux ans de travail et d'échanges entre quatre pays (France, Italie, Finlande et Pologne) dans le cadre d'un programme Equal de lutte contre les discriminations.

C'est en 2005 que la MSA a lancé avec de nombreux partenaires le projet Récoltes, réunissant des acteurs de l'économie sociale et solidaire sur le secteur rural de Saône-et-Loire. Partant du constat que politiques économiques et politiques sociales demeurent encore cloisonnées, elle a souhaité poursuivre son action en vue de structurer et susciter des formes de coopération destinées à favoriser l'emploi dans le secteur de l'économie sociale et solidaire en milieu rural, de plus en plus frappé par le chômage. Ce qui, concrètement, aboutit au développement d'activités sous forme d'entreprises sociales et de dispositifs d'échanges et d'accompagnement d'initiatives de développement (voir quelques-unes de ces initia-

tives en pages 14 et 15) et à une réflexion sur l'« entreprise sociale » (voir article suivant). Chaque pays participant s'est ainsi mobilisé sur une thématique particulière : la France sur les conditions de développement des entreprises sociales, l'Italie sur les nouvelles opportunités possibles pour ces entreprises, la Finlande sur les parcours d'insertion et de formation, la

Pologne sur la contribution des entreprises sociales au développement du patrimoine. Afin de capitaliser échanges et expériences, des guides de bonnes pratiques ont été produits (cette collection de guides sera consultable sur le site Internet ouvert dans le cadre de ce projet : www.recoltes.org). ■

Gildas Bellet

— Entreprendre autrement —

« **F**aire quelque chose ensemble », « s'impliquer », « acquérir des compétences », « produire autrement », « organiser une entreprise autour de certaines valeurs », « rendre des services à la collectivité », « être un acteur économique viable et sérieux », « créer des emplois durables » et « des activités avec des personnes marginalisées »... Les propos tenus lors des différentes tables rondes organisées à l'occasion du séminaire qui s'est tenu à Cluny mettent en lumière une nécessité des uns et des autres à agir, à réagir, nécessité que l'on retrouve en déroulant l'histoire de l'économie sociale. Besoin d'entraide et de solidarité (coopératives), besoin de protection sociale en cas de maladie ou d'accident (sociétés de secours mutuels), besoin d'accès au crédit (banques coopératives), elle s'est forgée avec la volonté de personnes déterminées à mettre des ressources en commun pour un dessein social. Aujourd'hui, ces acteurs qui se sont formés autour des valeurs de solidarité, d'utilité sociale, de proximité, d'égalité, de la priorité de la personne sur le profit, représentent un poids important dans l'économie. Au côté de ces sociétés, pour certaines devenues des « poids lourds », ont émergé depuis les années 80 – avec l'aggravation du chômage, de la précarité, et les aberrations provoquées par la mondialisation – de nouvelles organisations se réclamant de l'économie solidaire. Une réaction de la société civile à l'individualisation, un militantisme et le désir d'agir collectivement et de faire entendre sa voix pour

son territoire de vie, d'inventer, de valoriser des ressources locales délaissées, mais aussi une quête de sens pour certains, une volonté d'épanouissement pour d'autres... Que ce soit l'insertion par l'activité économique, le commerce équitable, le droit au logement, l'innovation en matière de création de services, ce secteur rassemble des milliers d'initiatives territoriales nées pour combattre des inégalités que l'État ne parvient plus à réduire, ou encore pour investir des services individuels et collectifs peu prisés du secteur privé. Se positionnant difficilement par rapport au milieu économique classique, le secteur reste fragile et peu considéré ; c'est pourtant au prix d'un travail de fourmi et de la ténacité de salariés, de bénévoles et d'acteurs locaux qu'il

parvient à consolider un à un des emplois et à concilier initiative économique et solidarité. Parmi les freins à son développement, le financement est l'un des principaux : manque de ressources, problèmes de trésorerie, difficulté d'accès aux prêts bancaires. Face au rouleau compresseur de la globalisation et à la recherche de rentabilité monétaire, ce secteur affiche pourtant une conviction – une conception autre des relations entre l'économie et la société, avec pour toile de fond la coopération et la mutualisation – et une stratégie d'intervention de proximité en lien direct avec des besoins locaux en terme d'emplois, de développement humain et de service. Cette réponse serait-elle encore trop « nouvelle » ? ■

Gildas Bellet

« **Le désir de faire entendre sa voix pour son territoire de vie** »

L'« entreprise sociale » n'a pas de statut en France, ou elle en a une multitude. L'économie sociale et solidaire peine à acquérir visibilité et crédibilité. Pourtant, des millions de citoyens adhèrent à des mutuelles et à des coopératives ou sont membres d'associations, composantes de ce secteur.

Quelques réalisations



© Gilles Ballet

Le Pain sur la table

6 août 2007, ouverture à Cluny, avec l'aide de nombreux bénévoles, de la MSA et d'autres partenaires financiers (Conseil régional, Conseil général, Fondation Macif, Bourgogne active, CDC de Cluny...), d'une nouvelle boulangerie-restauration, qui s'intègre à un pôle commercial désirant promouvoir le développement d'activités en lien avec l'agriculture biologique : une épicerie bio, et un magasin qui conseille et apporte des techniques sur les produits sains isolants. Au Pain sur la table, on trouve une partie boulangerie et une partie dédiée à une restauration simple, à base de pain et de produits issus de l'agriculture biologique. À l'étage, une salle pour réception de groupes et pour l'accueil des associations, nombreuses sur le secteur. Le Pain sur la table compte 5 salariés actuellement et, lorsque l'activité sera bien installée, « nous espérons au moins deux personnes en insertion sur chaque pôle – boulangerie, restauration. Il nous faut d'abord exister économiquement, avant de pouvoir recruter d'autres personnes ». Le Pain sur la table se veut aussi espace d'animation, de communication, de rencontre, de débats. Parmi les premières activités envisagées : travail avec les cantines scolaires au niveau du bio, actions de prévention santé... Il mise sur une démarche participative des habitants, dans la perspective d'une économie plus solidaire sur le territoire. Le Pain sur la table envisage par exemple de créer un fonds associatif : les habitants investiraient un peu d'argent, sous forme de parts, pour accompagner le développement du projet et favoriser la création d'emplois sur le secteur. Un placement solidaire pour un commerce qui fait le pari du bio, veut replacer l'humain au centre des échanges et souhaite donner la priorité aux produits locaux (l'Esat de Joncy ⁽¹⁾, proche de Cluny, est fournisseur de certains d'entre eux, montrant qu'« une autre assiette est possible »). L'association Autrement-Bio, qui porte l'initiative, souhaiterait évoluer vers une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif).

Sources et ressources

- Axes de travail, initiatives, partenaires locaux et internationaux de Récoltes sur : www.recoltes.org.
- *L'économie sociale et solidaire en Bourgogne*. Hors-série d'Alternatives économiques, octobre 2006.
- *L'audace des entrepreneurs sociaux*. Ouvrage de Virginie Seghers et Sylvain Allemand (éd. Autrement).
- *L'irrésistible montée de l'économie sociale*. Virginie Robert (éd. Autrement).
- Accompagnement aux porteurs de projets. Réseau des boutiques de gestion : www.boutiques-de-gestion.com, réseau France Active : www.franceactive.org, Avise (Ingénierie et services pour entreprendre autrement) : www.avise.org

(1) Membre du réseau Solidel – voir l'article consacré à ce réseau en page 16 de ce numéro.



© Illustration: Clod



Site d'économie sociale et solidaire du Clunisois

Le Clunisois est une région rurale avec la ville de Cluny (5.000 habitants) et une multitude de petits villages accueillant une forte proportion de populations nouvelles.

Le site d'économie sociale et solidaire est une structure portée et animée par une association regroupant des foyers ruraux, lieux d'éducation populaire axés sur l'animation et le développement du monde rural, qui mènent des activités essentiellement culturelles (spectacles, conférences, animations...) et ont mis en place l'université rurale du Clunisois – espace de rencontre, de formation, de partage de savoir ouvert à tous. Ce lieu s'est intéressé à la situation de nos territoires ruraux et à leur avenir. La constitution de ce site a été l'occasion d'un regroupement des acteurs locaux : élus locaux, travailleurs sociaux, associations, services d'aide à la personne, groupes professionnels... Objectifs : développer des espaces de dialogue, promouvoir de nouvelles formes d'emplois et de services, encourager des nouvelles initiatives. Parmi les pistes d'actions, l'emploi avec la création de groupements d'employeurs – une dizaine d'entreprises se sont montrées intéressées –, l'accueil et l'accompagnement de demandeurs d'emploi, le soutien à leurs initiatives... En projet également la création d'un accueil itinérant pour aider les personnes qui ont besoin de renseignements, qui sont perdus dans les méandres administratifs, et leur permettre d'avoir une réponse directe et précise à leurs questions. Un point info famille vient aussi d'être inauguré dans un village pour aider à trouver des réponses à des questions d'ordre familial, d'éducation, de formation...

Agence du patrimoine

Créée en 2005 à l'initiative des élus, de la mission locale et de la MSA, cette association emploie actuellement 5 salariés chargés de mettre en œuvre des projets de sauvegarde et de valorisation du patrimoine rural (bâti et naturel).

Elle veut développer des formations et emplois sur des métiers rares, des savoir-faire oubliés et des techniques d'aujourd'hui. L'agence du patrimoine organise des circuits et animations touristiques. Parallèlement, elle est porteuse de chantiers d'insertion (24 personnes) pour les collectivités locales : nettoyage des berges d'une rivière pour une communauté de communes, rénovation du patrimoine bâti. L'association veut évoluer vers une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif).

Inauguration officielle de l'agence de Provins. Le 5 octobre 2007 à Provins, le président de la MSA d'Île-de-France, Bruno Bahin, accompagné de Christian Jacob, ancien ministre et député-maire, et Thierry Baron, sous-préfet de l'arrondissement, a inauguré la nouvelle agence et les premières bornes libre service du régime agricole (Voir *Le Bimsa* d'octobre 2007 pages 26 et 27). Ces bornes permettent aux adhérents de consulter leur dossier personnel MSA, obtenir des imprimés administratifs, consulter l'offre de service de la MSA et effectuer des demandes de prestations en ligne, effectuer des simulations de calculs pour le montant des prestations, accéder au site Internet de la MSA, mettre à jour leur carte Vitale et accéder à leurs droits, et cela en dehors des plages horaires d'ouverture de l'agence. Bruno Bahin a souligné le caractère innovant de cette nouvelle agence : un concept qui vient « réaffirmer la présence de la MSA sur son territoire. Proximité, modernité et innovation sont les maîtres mots de cette nouvelle agence qui lance un nouveau mode de contact avec ses adhérents grâce à l'installation de deux bornes interactives ».

Le siège de la MSA d'Ille-et-Vilaine est transféré à Bruz. Installé depuis les années 50 dans le centre ville de Rennes dans 5 immeubles différents, le siège de la MSA présentait de nombreux inconvénients : difficultés de stationnement, locaux d'accueil inappropriés, bureaux exigus. Le conseil d'administration a pris la décision en 2002 de construire un nouveau bâtiment et le site de Ker Lann a été choisi. Le potentiel de rayonnement de cette zone en développement, l'importance de la surface disponible, la situation à proximité immédiate de l'intersection Rennes-Redon, du Parc des Expositions et du Centre informatique de la MSA à Mordelles ont été des atouts déterminants. Le nouveau siège se situe donc à Ker Lann – Rue Charles Coudé à Bruz. Avec cette nouvelle construction, la MSA se dote d'un site de 8.000 m² de bureaux et de 500 places de parking. Le bâtiment comporte de nombreux atouts parmi lesquels sa modularité, sa faible consommation énergétique et un entretien aisé.



© MSA Ille-et-Vilaine